

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



BAR BRESTOIS

1, place Sainte-Anne - RENNES

Le rendez-vous des Finistériens
Ouvert jusqu'à 1 h. du matin
CHOUCHEN - TÉLÉVISION - LECTURE

- La situation de l'enseignement s'aggrave dans le département.
- Les maîtresses d'école du S.N.I. constatent que malgré un accroissement des effectifs de 4 000 élèves en trois ans, le ministère n'a pas accordé une seule création de classe. Elles décident de limiter les inscriptions à 40 élèves par classe (les effectifs vont actuellement de 50 à 70 élèves).
- Au C.E.S. Racine à Saint-Brieuc les représentants du personnel et des parents d'élèves se sont réunis pour envisager la prochaine rentrée : 1 100 élèves seront scolarisés dans des locaux prévus pour un nombre nettement inférieur. En conséquence :
 - les effectifs atteindront jusqu'à 35 par classe ;
 - le nombre des demi-pensionnaires sera limité.

Les représentants du personnel et des parents d'élèves appellent que le budget de 1969 de l'Education nationale est insuffisant et réclament un collectif budgétaire avant la rentrée prochaine.

• L'équipement du département.

- **Téléphones.** — Un incendie s'étant déclaré à Coëtlogon, près de Loudéac, a pris des proportions énormes, les secours n'ayant pu être appelés suffisamment vite. L'unique ligne desservant Coëtlogon était en dérangement depuis longtemps, rien n'était fait pour la réparer. L'embouteillage du central de Loudéac n'a rien arrangé, un sauveteur s'est même entendu dire : « Prenez une voiture, ça va plus vite ».

— **L'état des routes et chemins de fer.** — Lors du dépeuplement du scrutin de l'élection présidentielle à Lannion, on a découvert dans une enveloppe un billet de 10 F avec la mention : « Pour la route Guingamp-Lannion ».

- Quelques jours plus tard, un semi-remorque chargé de 16 tonnes d'œufs s'est renversé près de Lannion. L'accident est en grande partie dû au mauvais état de la route. On se souvient que dernièrement le conseil général du département s'était élevé contre l'état défectueux des routes. Mais Pléven, président de ce conseil, appelait à voter Pompidou... Trois villages de Loc-Envel sont isolés, le dernier pont qui les reliait au bourg est impraticable.

FINISTÈRE

- **Agriculture.**
- **Le conflit des haricots (suite).** — On se souvient qu'un conflit était né entre les producteurs et les conserveurs de haricots ; les premiers exigeaient un prix de 55 centimes le kilo, les seconds ne voulaient pas donner plus de 50 centimes. Un compromis a été accepté à 53 centimes par kilo ; la grève des semis, entamée le 24 avril, a donc cessé à la fin mai. Une nouvelle année vient d'être engagée, mais quelle sera la situation dans douze mois ?
- **Un marché au cadran pour les œufs en Bretagne.** — Actuellement le prix des œufs est fixé pour tout l'hexagone à Rungis. Or seulement 2 à 3 % des œufs commercialisés passent par Rungis et la Bretagne réalise 30 % du marché de l'hexagone. Les agriculteurs du Finistère et des Côtes-du-Nord se sont réunis pour examiner la possibilité d'une cotation bretonne des œufs.

• Divers conflits sociaux.

- **Journée d'action à Brest dans le bâtiment et les travaux publics.** — A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les travailleurs du bâtiment et des travaux publics ont débrayé à 16 h 30 et ont assisté à un meeting à la Maison du Peuple. Au cours des interventions, diverses revendications furent avancées et une résolution fut adoptée.
- **Débrayages à la C.E.M.A.T.** — Le 4 juin, les ouvriers de la C.E.M.A.T.-S.A.R.L. ont cessé le travail à 17 h 05 pour appuyer leurs revendications portant sur l'alignement de leurs salaires sur la grille de salaire de la région navale. Depuis, deux autres débrayages ont eu lieu.
- **Audierne : conflit entre les équipages des courriers de Sein et d'Ouessant et les Pante et Chaussées.** — La délégation syndicale rappelle que les tarifs des marchandises ont augmenté de 10 % et les tarifs passagers de 15 % depuis le 1^{er} janvier. Les salaires du personnel, quant à eux, n'ont reçu aucune augmentation. Les équipages n'assurent plus ni les voyages, ni les heures supplémentaires.
- **Grève des marins du baliseur "Georges de Joly".** — Ils revendiquent entre autres :
 - une heure supplémentaire en situation de maladie, d'accident, en congés ;
 - une indemnité provisoire de 28,13 F par mois ;
 - l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires pour les gardes et la

— Deux aérobus assurant la liaison entre Lannion et Plouvenet ont été supprimés par la direction générale de la S.N.C.F. Encore une fois la notion de rentabilité efface l'intérêt du peuple breton.

• Agriculture.

- **Paimpol.** — La campagne des pommes de terre succède à celle des choux-fleurs. Pour les premiers jours, les cours ne paraissent guère encourageants pour les producteurs.
- **Une statistique de l'INSEE sur l'évolution du chiffre de la population agricole** révèle qu'en France la part de la population agricole était de 42 % en 1921, de 22 % en 1962 et de 15 % en 1968. Dans les Côtes-du-Nord, elle est passée de 50 % en 1921 à 41 % en 1968. Les chiffres montrent que dans le département, les structures agricoles sont en 1968 ce qu'elles étaient en France en 1921 ; ce qui est dû en grande partie au fait que dans les Côtes-du-Nord l'industrialisation n'a pas offert les emplois qu'elle apportait ailleurs.

— **Quelques chiffres sur la situation des agriculteurs :**

- 20 % des fermes du département n'ont qu'une seule pièce.
- 60 % n'ont pas d'eau sous pression.
- 16 % ont un sol en terre battue.

• Monctouac.

— Un nouveau centre de loisirs pour personnes âgées vient d'être inauguré. L'augmentation des établissements de ce genre, alors que les départs de la population active s'accroissent, est symptomatique du vieillissement de la population bretonne.

• **Après Brest et Rennes pour le référendum, Guingamp a été le théâtre des exploits des nerfs gaullistes.**

— Après la réunion Pompidou, des jeunes de l'U.J.P. ont pris des consommateurs à partie dans un café de la ville. Un reporter présent a été malmené pour avoir assisté à la scène avec un photographe. Les gens de l'U.J.P. se sont ensuite enfuis dans une voiture immatriculée... dans la Marne.

— sécurité du navire.

L'équipage estime que les revendications devant obtenir satisfaction assez rapidement ; en effet, ces différents avantages sont déjà donnés sur les baliseurs du Havre et de Saint-Nazaire. Les délégués C.G.T. du bord ainsi que le secrétaire de l'U.D. C.G.T. ont été reçus par les ingénieurs des Ponts et Chaussées. Une nouvelle rencontre doit avoir lieu le 9 juillet à Paris.

— **Grève des cours de quatre jours des enseignants et des étudiants de la section de mathématiques de la faculté des sciences de Brest.** — Les grévistes voulaient que soit reconvenue la compétence du « département de mathématiques » pour organiser les programmes, les enseignements, le contrôle des connaissances, proposer les nominations d'enseignants et gérer les crédits.

— **A la suite des Syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., F.O. et des Autonomes,** le conseil général du Finistère a renouvelé le vœu que les zones de salaires soient supprimées.

• **Les débouchés.** — Le groupe Thomson-C.S.F. concentre ses usines de recherche à Paris tout en maintenant ses usines de production en Bretagne en raison d'une meilleure "rentabilité" de la main-d'œuvre. Les besoins de l'usine de Brest en techniciens et ingénieurs vont donc diminuer ; or l'université de Brest forme chaque année 30 ingénieurs (E.N.I.B.), le lycée technique 30 élèves par an ; 26 titulaires du B.T.S. et 26 du B.E.I. seront produits cette année. Dans chaque catégorie la C.S.F. peut utiliser deux diplômés au plus ; les autres chercheront un emploi dans des régions plus favorisées. Quand on sait que la ville de Brest a déjà dépensé plus d'un milliard de francs pour son université, on peut mesurer la valeur de la subvention que fait la Bretagne à la France.

— **Examens du C.A.P. de coiffure pour dames.** — Au centre de Quimper il y a eu 20 % d'admissibles, à Rennes 47 %. Les parents des élèves devant ce résultat se demandent si le C.A.P. demeure un examen garantissant connaissances ou compétitions professionnelles ou s'il n'est pas en fait devenu un concours.

• **Intoxication.** — A Brest, pendant la durée de la campagne électorale, un député de la majorité avait fait réserver deux lignes téléphoniques où l'on pouvait entendre la propagande des candidats U.D.R. Le système était si bien réglé que de nombreux abonnés étaient mis en relation avec Pompidou

contre leur gré. De nombreuses réclamations sont venues de tout le département ; un abonné a même précisé : « Je suis abonné au téléphone et pas à Pompidou ».

ILLE-ET-VILAINE

- **Rennes.**
- **Un pas de plus dans la militarisation de la Bretagne.** — Le comité interministériel d'aménagement du territoire a décidé de transférer à Rennes l'école supérieure technique des transmissions de l'armée de terre. On voit quelle conception le gouvernement de l'aménagement du territoire en Bretagne.
- **Grève à l'école nationale de la Santé publique.** — L'intersyndicale de l'EN.S.P. a décidé une grève d'avertissement de 24 heures le 26 juin en raison du malaise persistant dans cette école. En effet, depuis sept ans le personnel administratif n'a pas de statut ; on refuse aux professeurs depuis trois ans le bénéfice d'indemnités prévues dans l'en-

seignement supérieur. Malgré des demandes présentées depuis un an, rien n'a abouti.

— **Le Syndicat C.G.T. de l'usine Citroën** avait exposé ses revendications le 12 mars 1969

- augmentation des salaires ;
- primes et indemnités ;
- réduction du temps de travail ;
- mensualisation des salaires ;
- garantie et extension des libertés syndicales ;
- augmentation des congés payés ;
- avantages pour les jeunes et les femmes.

Seule la revendication concernant la prime de transport a été en partie satisfaite ; en conséquence la C.G.T. propose la conclusion d'un accord d'entreprise avant les congés.

LOIRE-ATLANTIQUE

— **Les agriculteurs de la zone comprise dans le parc naturel régional de la Brière protestent.** Ils considèrent que l'aménagement du site touristique ne doit en aucun cas constituer un obstacle au développement de l'agriculture. Ils s'élèvent en particulier contre les méthodes technocratiques employées pour la mise en place du parc naturel et demandent à être associés aux études des projets con-

MOR-BIHAN

- **Les responsables des Syndicats F.G.A.-C.F. D.T. d'ouvriers agricoles bretons** se sont réunis à Vannes. Ils ont exposé leurs nombreux problèmes :
 - Les acquis de mai 1968 ne sont pas respectés.
 - Pas de bulletin de salaire.
 - S.M.I.G. non respecté.
 - Heures supplémentaires non payées.
 - De plus « les employeurs tendent à vouloir classer les trois quarts des salariés en capacité professionnelle réduite, au mépris de l'exploitation abusive ».
 - D'autres points ont été dénoncés :
 - inexistence d'une assurance-chômage pour les salariés d'exploitation.
 - Absence d'une législation sur les accidents de travail.
 - Développement du travail noir.
- **Diminution de la population des exploitations agricoles.**
 - L'effectif des membres des familles des chefs d'exploitation continue à baisser dans toute la Bretagne. Les chiffres suivants le prouvent :
 - Mor-Bihan : l'effectif est passé de

161 900 en 1963 à 137 800 en 1967,

soit une diminution de 15 %.

— **Côtes-du-Nord :** l'effectif est passé de 176 700 à 156 600, soit 11 % de diminution.

— **La Finistère** a connu une diminution de 8 % (de 190 800 à 175 300).

— **Pour l'Ille-et-Vilaine,** l'effectif est descendu de 176 170 à 158 340, soit 5 % de diminution.

Les chiffres de la Loire-Atlantique ne sont pas connus, celle-ci ayant été séparée de la Bretagne.

Ces diminutions d'effectifs représentent autant de travailleurs bretons réduits au chômage ou exilés.

TI KOZH

CRÉPERIE BRETONNE

39, rue Duguay-Trouin

DOUARNENEZ

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

Je suis un fidèle lecteur du « Peuple Breton » et j'apprécie énormément le sérieux avec lequel vous analysez la situation en Bretagne. A ce titre, je voudrais vous faire quelques amonitions critiques sur le numéro 67. La publicité devient de plus en plus envahissante et de moins en moins sérieuse ; je comprends que votre journal a besoin de vivre, mais serait-il possible de choquer un peu moins le lecteur.

D'autre part, consacrer une page entière à dénoncer des signatures n'est pas, en raison du nombre de signatures et du peu d'intérêt que leur lecture représente, le travail d'un journal politique.

Une autre critique, plus importante celle-là, vise la tendance à formuler des appréciations trop sur un plan personnel.

Y. Le Bonnier dit que l'on croit ou on ne croit pas à la « vocation nationale » de la Bretagne. Il a tort, la politique, du moins celle que vous menez, n'est pas un acte de foi, c'est un engagement qui vient des analyses sérieuses que vous faites, de l'existence d'un peuple breton et de ses droits.

De même. Evenou a raison de répondre à son interpellateur, mais pas en disant qu'il soit de lui le parti mais en donnant des arguments politiques.

Une dernière suggestion. Vous avez eu un article très intéressant sur ETA et vous devriez parler maintenant de la répression féroce qui se déchaîne en Euzkadi.

Continuez votre action. Kenavo ha Bevet Breizh.

Erwan ROLLAND,

Bureau de Poste d'Elbeuf (76)

Je suis étonné que vous ne vous intéressiez pas aux problèmes des pêcheurs. En effet, nous assistons actuellement, de la part des pêcheurs artisans, à une vente importante de bateaux de toutes longueurs. Plus que tous autres, nos travailleurs de la mer, sont

les victimes du système capitaliste qui spéculer sur l'achat de leurs poissons.

A Quiberon, six camarades ont été obligés de vendre leurs pinasses, à Concarneau, à Lorient, au Guilvinec, dans tous nos ports, le problème est identique.

Une solution s'impose : supprimer les intermédiaires inutiles, ces parasites, s'organiser en coopérative comme nos agriculteurs ; et mettre halte à la « mafia » des armateurs, et surtout combattre les décisions de nos sénateurs, qui refusent des usines pour ne pas déparer le site, disant-ils. Est-ce sérieux ?

Camarades, intéressés-vous à leurs problèmes, aidez-les à les surmonter. Ils n'ont que leurs bras pour lutter, n'oubliez pas que beaucoup ne sont pas conscients de leurs malheurs ; on leur cache les vraies raisons, aussi dénoncez-les.

J.K. PARIS

Je lis aujourd'hui dans le Peuple Breton que vous préconisez l'abandon dans le vote de dimanche prochain, c'est-à-dire que vous n'êtes pas d'accord avec Morvan LEBESQUE qui adjuce les lecteurs de « canard » de ne pas appliquer la politique du pire.

Etant tout à fait d'accord avec ce grand journaliste homme de réflexion et d'expérience, j'ai le regret de vous faire savoir que votre orientation ne me convient pas.

J.P. PRISER - Brest

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 5 000 — Dépôt légal 3^e trimestre